

Communiqué

Le 5 mai 1995

N° 87

26^e RÉUNION DES MINISTRES DU COMMERCE DE LA QUADRILATÉRALE, WHISTLER (C.-B.), 3 - 5 MAI 1995 DÉCLARATION DU PRÉSIDENT

Moins de six mois se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur des accords de l'Uruguay Round et l'institution de l'OMC. Nos discussions des deux derniers jours ont été motivées par notre engagement collectif à appliquer pleinement les accords, à renforcer cette nouvelle institution et à achever les négociations en cours. Nous avons également recherché des moyens de réaliser des progrès sur les nouvelles questions qui doivent être traitées si nous voulons maintenir le mouvement de libéralisation du commerce. Nous nous sommes aussi intéressés au Sommet du G-7 qui se tiendra à Halifax et aux futures réunions multilatérales, dont la Réunion ministérielle de l'OMC prévue en 1996.

Nous avons discuté des mesures nécessaires pour faire de l'OMC une institution forte et crédible. Nous entendons collaborer vigoureusement avec d'autres membres de l'OMC pour régler les problèmes laissés en suspens concernant le mandat et les ressources du Secrétariat, de sorte que celui-ci puisse exercer le rôle qui lui a été confié. Cela suppose, entre autres, l'établissement d'une bonne relation de travail entre l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et d'autres institutions internationales. Nous considérons le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, et l'Organe d'appel qui doit être créé sous son égide, comme l'une des grandes réalisations de l'Uruguay Round.

Nous avons discuté de l'importance d'améliorer la transparence de l'OMC et des mesures qui pourraient être prises pour faciliter la compréhension publique de l'OMC et de ses opérations, notamment dans le domaine du règlement des différends. Nous reconnaissons la nécessité de continuer à examiner cette question et à apporter des améliorations.

L'accession à l'OMC des économies naissantes et des économies en transition a été discutée. Nous comptons sur leur intégration au système commercial mondial dans le respect des règles qui s'appliquent à tous les membres de l'OMC. À cet égard, nous avons échangé nos vues sur la prochaine réunion avec les représentants de la Chine. Nous attendons de la Chine qu'elle se montre davantage déterminée à prendre les mesures nécessaires pour rendre ses politiques pleinement conformes au système de réglementation du

